



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
et de la légalité**

ARRÊTÉ

Bureau de la réglementation
et des élections

Arrêté préfectoral de mise en demeure

N° *OCL-BRENV-2021-28-2*

Société ICPF à Paray-le-Monial

Siège administratif :

68, quai du commerce
71600 Paray-le-Monial

Site d'exploitation :

68, quai du commerce
71600 Paray-le-Monial

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 171-11, L. 172-1 et suivants, L. 511-1, L. 514-5, R. 171-1 ;

VU le code de justice administrative, notamment son article R. 421-1 ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1934 autorisant la société ROLLIN et DUPRET à exploiter une usine de créosotage et d'entaillage de traverses de chemins de fer au lieu-dit : « Les Eaux Mortes » sur le territoire de la commune de Paray-le-Monial ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 85-250 du 6 septembre 1985 complétant les prescriptions de la société ROLLIN et DUPRET dans le cadre de la mise en place d'une tranchée drainante destinée à capter la créosote en transfert et présente dans la nappe sous-jacente au droit de son site ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 03/3779/2-3 du 10 décembre 2003 prescrivant à la société ICPF la surveillance des résurgences de polluants au niveau de la rivière « Bourbince » et la mise en place d'un dispositif permettant de les contenir et de les capter ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 05/106/2-3 du 13 janvier 2005 prescrivant à la société ICPF un ensemble de prescriptions complémentaires en lien avec ses activités (surveillance des eaux souterraines, stockages, accès, équipements abandonnés, déchets, entretien et maintenance des installations) ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2015042-0003 du 11 février 2015 prescrivant à la société ICPF la mise à jour de ses études d'impacts et la mise en œuvre de mesures de prévention de la pollution accidentelle ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2015042-0004 du 11 février 2015 prescrivant à la société ICPF la réalisation d'études permettant de connaître l'état de pollution du site, les mécanismes de son transfert et les mesures de gestion envisageables ;

VU la déclaration en date du 1^{er} juillet 1997 par laquelle la société ICPF sollicite le changement d'exploitant à son profit des installations de créosotage exploitées jusqu'à lors par la société ROLLIN et DUPRET sur le territoire de la commune de Paray-le-Monial ;

VU le rapport du 13 octobre 2020 de l'unité départementale de Saône-et-Loire de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté, chargée de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, rédigé à la suite de l'inspection des installations du 13 octobre 2020 et transmis à l'exploitant par courrier conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure joint au courrier de transmission du rapport susmentionné et transmis à l'exploitant en application de l'article L.171-6 du code de l'environnement ;

VU l'absence d'observations de la société ICPF sur le projet d'arrêté précité ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 171-8 du code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du même code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure, la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

CONSIDÉRANT que l'inspection des installations, en date du 13 octobre 2020, a permis de constater le non-respect des prescriptions de l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 6 septembre 1985 pré-cité et en particulier :

- l'absence d'un compteur volumétrique totaliseur ou d'un dispositif présentant les mêmes garanties et fonctionnant en tout temps pour comptabiliser les volumes prélevés dans la tranchée drainante et refoulés dans l'ouvrage de réinjection ;

CONSIDÉRANT que l'inspection des installations, en date du 13 octobre 2020, a permis de constater le non-respect des prescriptions de l'article « 65-a » de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 pré-cité et en particulier :

- l'absence de prélèvements 2 fois/an dans la nappe dans l'objectif de procéder à des analyses concernant les années 2018 et 2019 ;
- l'absence de transmission des résultats de mesure des campagnes réalisées en 2018, 2019 et l'absence de transmission de la première campagne réalisée en 2020 ;

CONSIDÉRANT que l'inspection des installations, en date du 13 octobre 2020, a permis de constater le non-respect des prescriptions de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2003 pré-cité et en particulier :

- l'absence d'un dispositif efficace permettant de contenir les polluants au point de résurgence des émissions dans la rivière « Bourbince » ;
- l'absence d'un dispositif efficace permettant de capter les polluants au droit du dispositif de contention implanté au point de résurgence des émissions dans la rivière « Bourbince » ;
- l'absence d'un enregistrement des opérations destinées à s'assurer de l'effectivité et de l'efficacité pérenne des mesures mise en place sur la rivière « Bourbince » ;

CONSIDÉRANT que l'inspection des installations, en date du 13 octobre 2020, a permis de constater le non-respect des prescriptions des articles 2, 3 et 4 de l'arrêté préfectoral du 13 janvier 2005 pré-cité et en particulier :

- l'absence de clôture sur l'ensemble de la périphérie du site ;
- l'absence de dispositions efficaces protégeant les stockages abrités d'un risque de lessivage par les eaux météoriques permettant d'éviter que les bois traités ne soient à l'origine d'une pollution des milieux ;
- l'absence de dispositions efficaces permettant de collecter les eaux pluviales de ruissellement sur les aires de stockages permettant de prévenir un risque de pollution ;
- le non-respect des fréquences de contrôle des eaux souterraines (a minima 2 fois/an) et des modalités de transmission des résultats (« après chaque campagne »).

CONSIDÉRANT que l'inspection des installations, en date du 13 octobre 2020, a permis de constater le non-respect des prescriptions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral n° 2015042-0003 du 11 février 2015 pré-cité et en particulier :

- l'absence de justificatifs attestant de l'étanchéité de l'aire observée au droit de la zone de déchargement des véhicules citernes transportant des liquides inflammables (gazole) ;
- l'absence de rétention permettant de recueillir les matières répandues accidentellement et dont les dimensions sont adaptées aux risques qu'elles doivent prévenir ;

CONSIDÉRANT que l'inspection des installations, en date du 13 octobre 2020, a permis de constater le non-respect des prescriptions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 2015042-0004 du 11 février 2015 pré-cité et en particulier :

- l'insuffisance du diagnostic environnemental ne portant pas sur l'ensemble des milieux impactés et n'étant pas réalisé conformément aux prescriptions applicables et conduit selon la méthodologie nationale ;
- la représentativité du schéma conceptuel réalisé et actualisé en prenant en compte les résultats du diagnostic environnemental conduit selon la méthodologie nationale ;
- l'absence d'une étude permettant d'interpréter la compatibilité des activités observées « hors site » avec l'état des milieux impactés (étude dite « IEM ») ;
- l'absence étayée d'un plan de gestion réalisé conformément à la méthodologie nationale en matière de gestion d'un site et sols pollués ;

CONSIDÉRANT alors que la prévention des dangers et des inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, prévue à l'article L. 181-3 de ce même code n'est pas démontrée étant donné les constatations sus-listées ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions des articles L. 171-6 et L. 171-8 I du code de l'environnement en mettant en demeure la société ICPF SASU de respecter les prescriptions :

- de l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 6 septembre 1985 susmentionné ;
- de l'article 65-a de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susmentionné ;
- de l'article 1er de l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2003 susmentionné ;
- des articles 2, 3 et 4 de l'arrêté préfectoral du 13 janvier 2005 susmentionné ;
- de l'article 3 de l'arrêté préfectoral (n° 2015042-0003) du 11 février 2015 susmentionné ;
- de l'article 2 de l'arrêté préfectoral (n° 2015042-0004) du 11 février 2015 susmentionné ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Saône-et-Loire ;

ARRÊTE

Article 1 – OBJET

La société ICPF (SIRET n° 412 431 298 00014), dont le siège social est situé sur le territoire de la commune de Paray-le-Monial (71600), au 68, quai du commerce, est mise en demeure, pour son établissement qu'elle exploite à la même adresse, de respecter les dispositions suivantes :

I – Dans un délai de trois mois (3 mois) à compter de la notification du présent arrêté :

- de procéder à la mise en place d'un dispositif technique efficace permettant de contenir et capter les polluants au niveau du point de résurgence dans la rivière « Bourbince » ;
- de justifier de la réalisation des contrôles destinés à s'assurer que les mesures mises en place au point de résurgence à la rivière « Bourbince » demeurent effectives et efficaces dans le temps (ex. : tenue d'un registre comportant les dates de contrôle, la nature des interventions réalisées, les commentaires utiles, le bilan matière en lien les opérations d'éliminations des boudins saturés) ;

- de justifier de la mise en place d'un dispositif technique complété de dispositions organisationnelles permettant de garantir la comptabilisation, en tout temps, des volumes prélevés dans la tranchée filtrante et refoulés dans l'ouvrage de réinjection ;
- de transmettre à l'inspection le rapport de contrôle (version finale) de la deuxième campagne de surveillance des eaux souterraines réalisées au titre de 2020 et correspondant à la période « basses eaux ».

II – Dans un délai de six mois (6 mois) à compter de la notification du présent arrêté :

- de clôturer entièrement le site où sont exploitées les installations de production ;
- de rendre étanche(s) la(es) aire(s) de chargement et de déchargement des véhicules citernes en démontrant qu'elle(s) est (sont) reliée(s) à une capacité de rétention dimensionnée selon les règles de l'art.

III – Dans un délai de huit mois (8 mois) à compter de la notification du présent arrêté, de transmettre un diagnostic environnemental approfondi, comportant un schéma conceptuel, dont la réalisation est assurée par un prestataire disposant d'une certification LNE pour la réalisation de prestations dans le domaine des sites et sols pollués conformes aux normes NFX 31-620 parties 1, 2, 3 ou 4 selon les besoins, en respectant par ailleurs les échéances intermédiaires précisées ci-après, concernant les milieux exposés suivants :

- **les sols** dont le périmètre de l'étude, sans être un facteur limitant, intègre *a minima* les parcelles 000 AO 54 « Terres des Vernes » (9 970 m²) et 000 AP 35 « 68, quai du commerce » (61 024 m²) localisées sur le territoire de la commune de Paray-le-Monial ;
- **les eaux de surfaces** comportant *a minima* un programme de contrôle de la qualité des eaux « amont » et « aval » hydraulique de la rivière « Bourbince » avec comme point de référence la parcelle 000 AO 54 et dans les mêmes conditions pour le canal du Centre les deux parcelles pré-citées ;
- **les eaux souterraines** dont la pertinence du programme mis en place sera réévaluée, ainsi que la localisation des ouvrages de surveillance et de pompage (paramètres suivis / fréquence des contrôles / pertinence du réseau) ;

→ pour répondre à la prescription, l'exploitant respecte par ailleurs les échéances intermédiaires suivantes :

- en transmettant **sous un mois (1 mois)** à compter de la notification du présent arrêté, un devis chiffré établi par un prestataire certifié LNE comportant le détail des mesures projetées pour investiguer les sols, les eaux de surface et les eaux souterraines dans le cadre du périmètre retenu ;
- en transmettant **sous deux mois (2 mois)** à compter de la notification du présent arrêté les justificatifs d'une commande validée (devis détaillé, chiffré et signé de l'exploitant avec justificatif du prestataire retenu accusant réception de la commande validée) ;
- en transmettant **sous trois mois (3 mois)** le calendrier prévisionnel détaillé des opérations à réaliser et leurs échéances ;

→ pour répondre à la prescription, l'exploitant respecte par ailleurs les conditions suivantes concernant la production d'un schéma conceptuel, ce dernier devant préciser :

- les sources de pollution (y compris les sources « sol » encore présentes sur le périmètre d'étude) ;
- les différents milieux de transfert et leurs caractéristiques (*ce qui détermine l'étendue des pollutions et les voies de transfert potentielles ou avérées*) ;

- les enjeux à protéger (*en application des dispositions des articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement*) au regard des usages constatés des milieux exposés, impactés ou susceptibles de l'être (démarche d'interprétation de l'état des milieux – IEM) ;
- les scénarii d'exposition pertinents, sur la base desquels des risques sanitaires sont susceptibles d'être redoutés (*démarche d'évaluation quantitative du risque sanitaire – EQRS*) ;

IV – Dans **un délai de dix mois (10 mois)** à compter de la notification du présent arrêté :

- la réalisation d'un plan de gestion de la pollution selon la méthodologie nationale (norme NF-X 31-620) et comportant *a minima* le traitement des aspects suivants :
 - une synthèse des études historiques, documentaires et mémorielles, des études de vulnérabilité des milieux ;
 - l'identification des enjeux à protéger et la caractérisation des milieux pertinents à investiguer dans ce cadre ;
 - la localisation, la quantification des polluants et la caractérisation de leur mobilité ;
 - la définition des objectifs de réhabilitation tenant compte des mesures de gestion et de traitement de la pollution, des dispositions constructives inhérentes à toute construction ou spécifiques aux pollutions résiduelles, les possibilités de régénération ou d'atténuation naturelle des milieux ;
 - le bilan coûts-avantages pour le choix des scénarios de gestion ;
 - l'application des réglementations en vigueur sur les milieux d'exposition, les constructions ou tout autre thématique pertinente dans le cas présent ;
 - la prise en compte des contraintes et documents d'urbanisme qui peuvent imposer des utilités en fonction des aménagements prévus ;
 - la validation sanitaire démontrée par des analyses de risques résiduels prédictives (ARR) compte tenu des niveaux de pollution résiduelles et des mesures constructives ;
 - la mise en œuvre des outils de conservation de la mémoire et de restriction d'usage qui peuvent s'avérer nécessaire ;
 - la surveillance des milieux requises ;
 - la gestion des terres excavées.

Article 2 – SANCTIONS

Dans le cas où il n'aurait pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration des délais impartis et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'autorité administrative peut arrêter une ou plusieurs sanctions prévues au II de l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – MESURES DE PUBLICITÉ

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Saône-et-Loire (<http://www.saone-et-loire.gouv.fr>) pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la société ICPF SASU.

Article 4 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Dijon, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

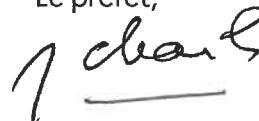
Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Téléréours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 – EXÉCUTION – AMPLIATION

Le secrétaire général de la préfecture de Saône-et-Loire, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté, le maire de la commune de Paray-le-Monial, le chef de l'unité territoriale d'itinéraire de Saône-et-Loire des voies navigables de France de Bourgogne- Centre, le directeur départemental de Saône-et-Loire de l'agence régionale de santé de Bourgogne-Franche-Comté, le chef du service départemental (basé à Blanzey) de l'office français pour la biodiversité de Bourgogne-Franche-Comté, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté et dont copie leur sera faite ainsi qu'à l'unité départementale de Saône-et-Loire de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté.

Fait à Mâcon, le **28 JAN. 2021**

Le préfet,



Julien CHARLES